

REPOBLIKAN'IMADAGASIKARA

Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana



Antananarivo, le 03 FEV 2023

LE DIRECTEUR GENERAL

à

Destinataire *in fine*

-POUR LARGE DIFFUSION ET AFFICHAGE-

N° 016/2023/ENMG/DG

Objet : Appel à candidatures pour être formateurs
à l'École Nationale de la Magistrature et des Greffes

Dans le cadre de la poursuite des réformes engagées au niveau de l'École Nationale de la Magistrature et des Greffes, et étant donné que l'actuel collège des enseignants est arrivé au terme de son mandat, conformément à l'article 53, alinéas 3 et 5, du décret n° 2020-208 du 26 février 2020 portant réorganisation de l'École Nationale de la Magistrature et des Greffes qui dispose que : « Les formateurs sont nommés pour une durée de deux promotions renouvelables. ... L'ENMG peut aussi faire appel à des conférenciers, professionnels du droit ou d'autres disciplines. », un appel à candidatures est ouvert pour tous magistrats ou tous professionnels désireux d'être formateurs chargés de la formation des élèves-magistrats des filières judiciaire, administrative et financière.

Les candidats doivent répondre au profil suivant :

Pour les magistrats :

- être de bonne moralité, intègre et loyal, respectueux de l'éthique et de la déontologie des magistrats ;
- être compétent, dynamique et doté d'un esprit développé de recherches ; d'un sens de l'organisation et d'une bonne conscience professionnelle ;
- avoir une solide expérience dans le domaine enseigné ;
- posséder des expériences confirmées en matière pédagogique ;
- avoir à son actif au minimum sept (7) années de services effectifs dans la magistrature.

Pour les professionnels :

- avoir de solides expériences dans le domaine enseigné ;
- ayant des expériences avérées en matière pédagogique ;

N°	MATIERE	VH
TRONC COMMUN		
1	La notion de procès équitable	6
2	Les droits humains dans l'administration de la Justice	10
3	Juge et libertés publiques	6
4	La Haute Cour Constitutionnelle	10
5	Correspondance administrative	10
6	Privilèges et immunités	8
7	Statut général des fonctionnaires	10
8	Légistique	12
9	Histoire de la Magistrature et de la Justice	10
10	Management des juridictions	8
11	Comptabilité administrative	8
12	Ethique et déontologie	8
13	Savoir vivre en société et Pratique protocolaire	8
14	Organisation judiciaire	12
15	Français	10
16	Anglais	12
17	Malagasy	10
18	Technique de communication	8
19	Informatique	6
20	Madagascar et intégration régionale	10
21	Droit de la mer	10
22	Droit minier	10
23	Lutte contre corruption	10
24	Lutte contre les flux financiers illicites	14
ENSEIGNEMENTS COMMUNS AUX FILIERES ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE		
25	L'administration - les actes administratifs	10
26	Droit de la décentralisation	8
27	Contrôle de légalité des actes des Collectivités Territoriales Décentralisées	8
28	Règles de passation et de gestion des marchés publics	18
29	Règles de gestion du personnel de l'Etat et des CTD	14
30	Santé et Sécurité au Travail	14
31	Fiscalité appliquée aux personnes morales et personnes physiques	20
32	Contrôle fiscal	18
33	Le conseil de discipline budgétaire et financière	6
34	Système Intégré de Gestion des Marchés Publics (SIGMP)	12
35	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFP)	16
ENSEIGNEMENTS SPECIFIQUES FILIERE JUDICIAIRE		
FONCTION: PARQUET		
36	La police judiciaire et les procédures d'enquête	10
37	L'intervention du Ministère Public dans les procédures d'enquête de la police judiciaire	6
38	Les caractéristiques du Ministère Public	10
39	La qualification des faits avec les infractions courantes et choix des procédures	20

40	Les modalités de saisine de la juridiction compétente	6
41	Le ministère public et la détention préventive	10
42	Simulation d'enquête en IS	16
43	Les différents réquisitoires	18
44	Place et rôle du Ministère Public à l'audience	4
45	Exécution des peines et des décisions de justice	6
46	Le rapport d'appel	4
47	Le rapport du Ministère Public et du Ministère de la Justice	4
48	Relation avec l'administration pénitentiaire	4
49	Le Ministère Public et les fonctionnaires ayant la qualité d'OPJ	4
50	Contrôle des partenaires de la justice	4
51	Contrôle du registre et du centre d'état civil	2
52	Relations avec la juridiction civile (les affaires communicables et les conclusions civiles du parquet, le rôle du MP à l'audience civile : vente aux enchères publiques, les audiences solennelles, prestation de serment)	4
53	Relation du MP avec le juge d'instruction	2
54	Contrôle du greffe correctionnel	4
55	Les affaires judiciaires	4
56	Rédaction d'une fiche technique de dossier	2
57	Logiciel "logipénal"	10
58	Assistance et prise de notes dans plusieurs audiences	4
59	La Cour d'Appel	4
60	La Cour de Cassation (rédaction d'un mémoire en cassation, ...)	4
FONCTION: INSTRUCTION		
62	Saisine et compétence du JI	10
63	Les procédures et techniques d'enquête en instruction préparatoire	12
64	La détention préventive et la relation avec la CDP en Instruction préparatoire	10
65	La coopération judiciaire - l'extradition judiciaire	10
66	Les investigations	12
67	Le classement des pièces de procédure	4
68	La clôture de l'instruction et la rédaction d'ordonnance (en français et en malagasy)	16
69	La chambre d'accusation	4
70	Notifications et voies de recours	3
71	Simulation d'enquête en IP	14
72	Le problème de dessaisissement	4
73	Nullités et oppositions	3
74	Les réquisitoires supplétifs/aux fins de plus amples informer- Les cas de refus d'informer et de non-informer	2
75	Les diligences du juge d'instruction	4
76	Etat bimestriel et statistique	4
77	Expertise en documents	4
78	Médecine légale	10
79	Relation de la justice avec les établissements pénitentiaires	4
80	Notions sur les armes à feu	4
81	Balistique	4

82	Expertise psychiatrique	4
83	Police scientifique	8
FONCTION: SIEGE		
SIEGE PENAL		
84	Les juridictions pénales	4
85	La tenue d'audience	8
86	Les preuves en matière pénale	6
87	Les décisions et sanctions pénales	4
88	L'indemnisation de la victime	4
89	La rédaction du jugement pénal et des arrêts en CCO	16
90	Contentieux particuliers en matière de blessures involontaires et d'homicides involontaires	10
91	Les voies de recours	4
92	Les incidents de procédure	6
93	Infractions particulières	16
94	Infractions économiques courantes	10
95	Infractions courantes prévues dans la loi contre la corruption	10
96	Vol de bovidés et CCS ainsi que la rédaction des arrêts en CCS	8
97	Dina	6
98	Simulation d'audiences correctionnelles	54
99	Simulation d'audiences en Cour criminelle spéciale	4
100	Lutte contre la corruption dans les ressources naturelles: cas de trafics d'espèces sauvages	16
SIEGE CIVIL		
101	Les principes directeurs du procès	6
102	Les modes de saisine et tenue des audiences	4
103	La mise en état (Cour d'Appel et Cour de Cassation)	8
104	Les preuves courantes en matière civile	4
105	Les contestations relatives à la preuve littérale	4
106	Les incidents de procédure	8
107	Généralités sur les jugements civils et la méthodologie de rédaction du jugement civil	14
108	Les voies de recours	4
109	Contentieux de la famille (I)	6
110	Contentieux de la famille (II)	6
111	Contentieux de la famille (III)	6
112	Baux et loyers	6
113	Contrats divers	8
114	Contrats d'assurance	8
115	La juridiction du président	10
116	Les voies d'exécution	10
117	Simulation audiences civiles	4
118	Application des règles de droit international privé dans un procès	6
119	La propriété artistique et littéraire	8
120	La propriété industrielle	8
121	Le droit et les contentieux fonciers	12
122	Les juridictions civiles : techniques d'appel et de cassation	12
123	Les sûretés	20
124	Les descentes sur les lieux et le recours à l'expertise (frais, ...)	4
SIEGE COMMERCIAL		

125	Spécificités procédurales	4
126	Les contentieux des droits de sociétés	14
127	Les contentieux courant en matière commerciale	12
128	La pratique des procédures collectives d'apurement de passif	6
129	Les contentieux maritimes	6
130	La comptabilité	6
SIEGE: DROIT SOCIAL		
131	Spécificités procédurales	6
132	Les spécificités du contrat de travail	6
133	Les règles de la prévoyance sociale CNaPS : les accidents de travail	6
134	Analyse de quelques contentieux courants en matières sociale et rédaction de jugements	10
135	Modalités alternatives de règlement et des litiges, Arbitrage (MARL)	4
FONCTION ENFANT		
136	Les Attributions pénales du juge des enfants et du juge d'instruction en charge des mineurs	4
137	Détention préventive et les mesures de placement	4
138	Ordonnances du juge des enfants et du juge d'instruction en charge des mineurs	10
139	Les juridictions répressives des mineurs (Tribunal pour enfants, Cour Criminelle spéciale avec des accusés mineurs, Cour Criminelle des mineurs)	6
140	Simulation d'audience en TPE	8
141	Les jugements en TPE et arrêts en CCM et CCS avec des accusés mineurs	10
142	Voies de recours	2
143	Saisine du juge des enfants et procédures pour le cas du mineur en danger	4
144	Les contentieux courants de saisine du juge des enfants et ordonnances	6
145	Les partenaires du juge des enfants	2
146	Les attributions civiles du juge des enfants	6
147	Suivi et gestion du cabinet du juge des enfants	2
148	Le traitement de la maltraitance (y compris le travail des enfants), les abus et exploitation des mineurs dans la législation malgache	6
149	La réinsertion sociale et visite de centres d'Anjanamasina et d'Ambohidratrimo	6
150	Mineurs en conflit avec la loi	8
ENSEIGNEMENTS SPECIFIQUES FILIERE ADMINISTRATIVE		
151	Domaine des personnes publiques et procédure d'expropriation	12
152	La propriété privée devant le juge administratif	6
153	Contrôle de légalité des actes des Collectivités Territoriales Décentralisées	12
154	Les contrats de l'Administration	12
155	Responsabilité administrative	12
156	Les organismes à caractère juridictionnel	8
157	Police administrative et police judiciaire	4
158	Droit des travaux publics	10

159	le droit électoral : les principes essentiels	15
160	Le droit de la concurrence	10
161	Procédure devant le Tribunal financier	10
162	Gestion budgétaire	12
163	Les établissements publics, les sociétés à participation de l'Etat et leurs statuts	7
164	Comptabilité Générale de l'entreprise	12
165	Organisation et fonctionnement des juridictions administratives	8
166	La procédure contentieuse devant la juridiction administrative	12
167	Pratique du contentieux administratif	20
168	Les procédures d'urgence dans le contentieux administratif malagasy	15
169	Les mesures d'instruction	12
170	Attributions consultatives et AVIS	10
171	Le contentieux du domaine des personnes publiques	12
172	Contentieux de l'urbanisme	15
173	Le contentieux électoral	24
174	Gestion administrative et contentieuse des élections au niveau des juridictions	6
175	Contentieux des travaux publics	12
176	Le contentieux des marchés publics	12
177	Le contentieux fiscal	17
178	Contentieux de la fonction publique	17
179	Contentieux des contrats de l'Administration	12
180	Les différentes sortes de contentieux en responsabilité administrative	17
181	Le procès équitable devant la juridiction administrative	12
182	Les fonctions "siège" et "commissariat" au sein de la juridiction administrative	8
183	Préparation à la simulation d'audience	30
184	Simulation d'audience siège et commissariat - CONSEIL D'ETAT	
185	Simulation d'audience siège et commissariat - TRIBUNAL ADMINISTRATIF	
186	Etudes des cas pratiques, recherches documentaires et jurisprudentielles	10
187	Rédaction de décisions juridictionnelles, lexique juridique FRANCAIS	7
188	Rédaction de décisions juridictionnelles, lexique juridique en MALAGASY	7
189	Voies de réformations et voies de retractation	12
190	Les techniques de cassation en matière électorale	12
191	Circuit des dossiers au niveau des TA et Manipulation du logiciel "ILO"	10
192	Contentieux des logements administratifs	12
193	Contentieux des agents CTD	12
194	Contentieux sur les relations entre les autorités déconcentrées et les autorités décentralisées	14
195	Mise en état (TA, CE)	4
ENSEIGNEMENTS SPECIFIQUES FILIERE FINANCIERE		

196	Gestion budgétaire et Responsabilité des ordonnateurs	15
197	Technique budgétaire	18
198	Economie et finances publiques	22
199	Les services publics	18
200	Comptabilité administrative	14
201	Comptabilité publique	40
202	Comptes individuels et comptes centralisés des comptables publics	16
203	Comptabilité générale	23
204	Analyse comptable et financière	19
205	Gestion des ressources humaines	15
206	Technique d'audit (Audit financier, audit opérationnel)	24
207	Conduite et Audit des projets	15
208	Les juridictions financières	10
209	Recherches et analyses jurisprudentielles	12
210	Opérations Globales du Trésor (OGT) : Confection et Analyse	12
211	Technique d'inspection et de vérification au sein du trésor	10
212	Système de Gestion de Base des Données Relationnelles	12
213	Procédure devant les juridictions administratives	6
214	Contrôle juridictionnel des comptes du budget de l'Etat	24
215	Contrôle juridictionnel des comptes des CTD	18
216	Contrôle juridictionnel des comptes des Etablissements Publics	12
217	Contrôle de la gestion des entreprises publiques	20
218	Contrôle de la gestion des CTD	18
219	Contrôle de l'exécution des lois de finances	16
220	Evaluation des politiques publiques	12
221	Contrôle des actes budgétaires	24
222	Techniques de rédaction de rapport et de décision juridictionnelle	24
223	Interventions administratives	15
224	Les actes du parquet des juridictions financières (TF et CC)	20
225	Assistance aux pouvoirs publics	12
226	Normes Internationales de contrôle des Finances Publiques	16
227	Audit de performance suivant normes ISSAI	10
228	Audit de conformité suivant normes ISSAI	10
229	Audit financier suivant normes ISSAI	10
230	Circuit des dossiers au niveau des TF et Manipulation du logiciel "Info TF"	8
231	Les Organes de Contrôle des Finances Publiques à Madagascar	12
232	Mise en état (TF, CC)	4

Les candidats peuvent postuler pour une ou plusieurs matières et ils sont tenus de faire parvenir leurs dossiers de candidatures au plus tard **le mardi 28 février 2023 à l'ENMG**, 17, rue Patrice Lumumba Tsaralalàna, Porte 127 ou à Madame le Directeur de la Formation Initiale des élèves-Magistrats à l'adresse dfim.enmg@gmail.com comprenant :

- un Curriculum Vitae
- une lettre de motivation (visée par l'autorité hiérarchique pour les magistrats) adressée au Directeur Général de l'ENMG
- un syllabus détaillant le contenu, la méthode pédagogique et le déroulement du cours.

Les matières qui font l'objet de candidature sont présentées en annexe



RAMAROLAHINGONIRAINY Anthony

Destinataires :

- Madame le Secrétaire Général du Ministère de la Justice
- Mesdames et Messieurs les Directeurs Généraux, Ministère de la Justice
- Mesdames et Messieurs les Directeurs, Ministère de la Justice
- Monsieur le Premier Président et Monsieur le Procureur Général près la Cour Suprême
- Messieurs le Président et le Procureur Général près la Cour de Cassation
- Messieurs le Président du Conseil d'État et le Commissaire Général de la Loi près le Conseil d'État
- Messieurs le Président de la Cour des Comptes et le Commissaire Général du Trésor Public près la Cour des Comptes
- Mesdames et Messieurs les Premiers Présidents et Procureurs Généraux près les Cours d'Appel
- Mesdames et Messieurs les Présidents et Procureurs de la République près des Tribunaux de Première Instance
- Mesdames et Messieurs les Présidents et Commissaires de la loi des Tribunaux Administratifs
- Mesdames et Messieurs les Présidents et Commissaires financiers des Tribunaux Financiers
- Mesdames et Messieurs les Présidents et Procureurs du Pôle Anti-Corruption du second degré
- Mesdames et Messieurs les Premiers Présidents et Procureurs Généraux des Pôles Anti-Corruption du premier degré
- Toutes autres structures concernées (Universités, Ordre des Experts Comptables et Financiers, ...)

Copie à :

- Monsieur Le Garde des sceaux, Ministre de la Justice
« À titre de compte rendu »
- Mesdames et Messieurs les Directeurs, ENMG
- Madame la PRMP, ENMG
- Monsieur l'Agent Comptable
« À titre d'information »